

# CRÉATION DE SCIERIES GÉANTES OU DÉVELOPPEMENT DE L'EXISTANT ?

MAURICE CHALAYER

*La récente polémique sur la création de toute pièce d'une scierie industrielle dans le Massif Central, destinée à la transformation du résineux, pose la question de l'opportunité d'installer une scierie géante plutôt que de soutenir le développement de l'existant. Une occasion de s'interroger sur un sujet de fond qui touche actuellement l'Europe mais aussi les États Unis d'Amérique.*

## L'implantation d'une scierie industrielle lance un débat sur l'avenir du sciage français

Pascal Jacob<sup>1</sup>, l'ex directeur France du projet Erscia du groupe belge IVB aujourd'hui abandonné, dans son essai « La diagonale des scieries ou comment réduire le déficit de la balance commerciale française de la filière bois », défend la création de « mégapoles de sciages sur un axe Nancy-Nevers-Bordeaux où se concentrent les plus importantes réserves forestières de notre pays ». Pour Pascal Jacob, c'est « la seule alternative », car il semble « difficile d'envisager un renforcement de la production à partir des unités existantes. Des entreprises souvent de petite taille, la première cause de faiblesse de la filière française face aux concurrents de l'Europe centrale ou nordique ». Une raison obligeant la France à « faire appel aux bois d'importation de façon massive pour soutenir et développer son industrie de la seconde transformation ».

C'est sur ces arguments que le groupe belge IVB a lancé le projet ERSCIA, combinant sciage, séchage, cogénération et fabrication de pellets, qui a semé la polémique dans le Morvan. En marge de la contestation et de la mise en suspens du projet, il est intéressant de s'interroger sur l'opportunité de la création de toutes pièces de telles scieries ? Occasion aussi de s'interroger sur la manière de retrouver le seuil de 2007 des dix millions de m<sup>3</sup> de sciages annuels<sup>2</sup>, et encore comment prendre les parts de marché aux bois d'importation essentiellement résineux, soit trois millions et demi de m<sup>3</sup> en 2010 selon Agreste.

1 - Pascal Jacob a dirigé avec Joseph Haas, le projet ERSCIA France de construction à Sardy-Lès-Epiry en Bourgogne d'une unité de sciage de résineux d'un investissement de 150 M€. Il a démissionné de sa fonction début octobre 2013.

2 - 2008 : 9,6 Mm<sup>3</sup>, 2009 : 8,1 Mm<sup>3</sup>, 2010 : 8,5 Mm<sup>3</sup>

## La création de nouvelles scieries en question

Pourquoi les projets d'installation de scieries industrielles suscitent-ils autant de débats en France et à l'étranger, Suisse, Allemagne, Roumanie, États-Unis, Canada ? Un ensemble de voies de réponses émerge :

- le lieu d'implantation, car c'est avant tout et toujours la ressource qui est en point de mire<sup>3</sup> ;
- le bénéfice tiré par l'octroi de subventions ;
- l'opportunité de servir le marché porteur de la construction ;
- un accueil généralement favorable des pouvoirs publics<sup>4</sup> et politiques qui voient d'un bon œil l'installation d'un acteur économique de taille<sup>5</sup>, générant emplois, technologie et volume important de sciage.

C'est sans compter les oppositions de tout bord. Ce ne sont pas les projets de création de scieries qui sont contestés, car personne ne peut nier les effets bénéfiques sur la création de richesse. Ce qui est contesté c'est le gigantisme. Un gigantisme qui avalé tout, trop et d'un coup : surtout le bois, les concurrents,

Parc à grumes d'une scierie géante en Bavière. 500 000 m<sup>3</sup> de sciages dont une moitié est valorisée en poutres contrecollées (duo et trio), chevrons aboutés, panneaux trois plis et une autre moitié en sciage brut séché ou non. La sciure est recyclée en granulés depuis 2008.



les subventions, les places sur le marché...

## Les revendications des uns et des autres

Si le gigantisme, mais plus globalement, l'investissement est encouragé par les pouvoirs publics et politiques, il l'est beaucoup moins par les professionnels, les organisations écologiques et les riverains :

- Les professionnels en place voient une concurrence supplémentaire avec la destruction

3 - Exemple du douglas dans le Massif Central visé par les groupes étrangers, du pin de Caroline ciblé par le groupe autrichien Klausner s'installant en Floride depuis début 2013 et projetant la création de deux autres sites en Caroline du Nord et aussi du sapin prélevé à grande échelle en Roumanie par le groupe autrichien Schweighofer, déjà installé depuis 2005, qui a annoncé la construction pour 2014 d'une nouvelle scierie à Covasna au centre de la Roumanie : 800 000 m<sup>3</sup> de sciages résineux en perspective.

4 - Ce qui n'a pas été le cas de l'Allemand Pollmeier, spécialiste du hêtre, qui en 2008 a voulu installer dans les Vosges une unité de transformation : 350 000 m<sup>3</sup>. Sous la pression des scieurs de feuillus de la région, le Conseil Régional de Lorraine a refusé de subventionner un projet créant 150 emplois mais compromettant l'avenir des 250 emplois et d'une vingtaine de scieries.

5 - Par exemple ces dernières années, le Belge Fruytier dans le Morvan, la scierie allemande Klenk-Holz de Volgelsheim reprise après un dépôt de bilan par la société suisse Schilliger Holz AG, la scierie des Grisons en Suisse du groupe autrichien Mayr-Melnhof qui n'a jamais atteint le volume prévu et a dû déposer le bilan après le refus du canton des Grisons de subventionner une fois de plus la poursuite d'activité.



du réseau de PME mais surtout le risque d'être privés d'une partie de la matière première par « l'accaparement » massif de bois en grumes souvent surpayées car il convient à tout prix d'alimenter l'outil de production. L'exemple récent de Klausner en Allemagne qui a conduit le Land de Nord-Westphalie devant les tribunaux pour non respect d'un contrat d'approvisionnement signé quelques années auparavant est parlant. Sans parler des risques de dumping sur les ventes massives de produits de sciage. Sentiment aussi « d'être abandonnés au profit d'investis-

seurs étrangers ».

- Les écologistes voient là une aberration dans le « roulage du bois » sur de grandes distances<sup>6</sup>. Pour approvisionner le «mam-mouth», en effet, les distances sont de plus en plus élevées entre le lieu de prélèvement et de transformation. Des conduites incompréhensibles alors que l'on mise sur l'argument positif du « bilan carbone » et de la valorisation du bois local. D'autres problèmes de pollution sont aussi soulevés : atteintes aux espèces végétales et animales<sup>7</sup>.

Les riverains qui n'acceptent pas le bouleversement de leur environnement proche et l'installation d'un site industriel sur plusieurs dizaines d'hectares. Ils ne veulent pas de pollution sonore, visuelle, de l'air et de l'eau. Ils se regroupent en associations pour contrer les projets en les mettant sur la place publique et surtout devant les tribunaux et la Cour européenne. Il convient aussi d'ajouter que le gigantisme fait peur. On garde l'image quotidienne des arrêts d'usine et des centaines de personnes rejoignant les rangs du chômage.

## Une réflexion à conduire

Que faire, si installer de toutes pièces une scierie n'est pas un gage de réussite assurée ?

6 - Il est dommage qu'ils n'aient pas le même scrupule quand ils soutiennent l'importation massive de bois sous la certification FSC (promue par WWF auprès des grands distributeurs, alors que les forêts françaises sont certifiées sous PEFC : le mouvement écologiste WWF a ainsi une influence importante en faveur de l'importation de sciages)...

7 - La chouette mouchetée du Nord-Ouest américain et de l'Ouest canadien est protégée depuis juin 1990. Bücheronnage et activité de sciage sont interdits dans les zones de nidification. Résultat de nombreuses scieries ont dû cesser leur activité sous la pression écologique et par crainte des tribunaux... <http://lexpansion.lexpress.fr> Pierre Briançon 22.07.1999. La protection du caribou forestier remet aussi en cause l'avenir des scieries québécoises avec la réduction des possibilités forestières que vont amener l'ajout d'aires protégées. <http://www.lapresse.ca/le-quotidien/actualites/201311/15/01-4711166-richard-garneau-rencontre-des-maires.php>

Commencer par s'interroger sur les raisons des échecs de projets qui n'ont pas abouti ou de ceux qui ont avorté après quelques années d'exploitation.

Sont-ce des problèmes liés à la technique, à la finance, au marché, à l'approvisionnement et aux pressions diverses ? Interrogeons-nous aussi sur la réussite des modèles existants. Comment ont-ils évolué ? Quelle place tiennent-ils aujourd'hui ? Interrogeons-nous sur l'avenir que nous voulons donner à nos territoires. Des territoires, il faut le rappeler, qui n'ont rien à voir avec les étendues forestières scandinaves et nord-américaines. La France forestière est un maillage d'identités différentes : montagnes, plaines, feuillus, résineux, morcellement de la propriété forestière, structuration des scieries, diversité des produits du sciage... Réfléchissons : pourquoi le feuillu a perdu près d'un million cinq cent mille mètres cubes en moins de vingt ans ? Pourquoi des tonnes de bois sont transportées à des milliers de kilomètres et reviennent chez nous transformées en parquet ou en meuble ? Réfléchissons à ces cent scieries qui ferment tous les ans depuis trente ans. Il n'y a pas que des petites ou des moyennes scieries qui jettent l'éponge faute de repreneurs, par lassitude de leur dirigeant ou par dépôt de bilan. Il y a aussi de grosses scieries qui, elles, ne demandent qu'à être reprises par des investisseurs apportant des capitaux, mais surtout des idées innovantes et un projet à long terme.

## L'adaptation à un territoire plutôt que le gigantisme ?

Pourquoi « laisser mourir » des entreprises un temps fleuron de leur région ? Pour en recréer d'autres et gigantesques ? On le sait l'économie d'échelle guide le raisonnement des financiers. Il serait plus rentable d'avoir un seul site que plusieurs ?

Ne vaudrait-il pas mieux avoir plusieurs sites de production adaptés au plus près d'un massif et d'une ressource et non pas un centre de transformation gigantesque qui n'a d'autres ambitions que de prélever intensivement et éphémèrement la ressource phare d'une région en étendant peu à peu son rayon d'action aux régions environnantes ? Ce phénomène existe déjà en France et dans toute l'Europe où les grands groupes sortent de leur région respective et « roulent du bois » sur des centaines de kilomètres. Dans l'enquête<sup>8</sup> de 1995 sur la scierie européenne, Jean Fahys, secrétaire de l'OES, confirme dans sa conclusion qui reste d'actualité « *la judicieuse implantation des unités de production doit s'inscrire dans la politique nationale de l'aménagement du territoire* ». La récente déclaration dans le Journal de Saône et Loire de Cyrille Ducret, dirigeant de la scierie Forêts et Sciages d'Autun, illustre l'adaptation à un territoire avec un investissement de 2,7 millions d'euros, plus que le gigantisme d'une installation : « *Plutôt que créer une grosse scierie d'un million de m<sup>3</sup> comme cela se*

8 - Enquête sur les structures de l'industrie du sciage dans la région CEE/FAO de 1995



*fait en Allemagne, nous avons privilégié une usine gros bois de 30.000 à 50.000 m<sup>3</sup>, avec une période d'amortissements qui correspond à un financement sur sept ans. Nous privilégions l'optimisation et le marché en circuits courts plutôt que le volume et la rapidité de sciage »*

## **Des investisseurs à trouver !**

Afin de doper massivement le domaine du sciage, il reste à trouver les investisseurs qui pourraient reprendre des scieries ou en créer d'autres. Les « investissements de capacité<sup>9</sup> » laissent apparaître que pour les résineux, de manière globale, le réseau des établissements existants semble actuellement

Scierie jurassienne de résineux qui a déplacé son site de production sur une plus vaste surface et qui a totalement revu et modernisé son process pouvant débiter 100 000 m<sup>3</sup>. Ici le parc à grumes équipé d'un poste de tronçonnage circulaire Holtec.

suffisant, et la stratégie à conduire serait le renforcement de leur compétitivité, accompagné par un accroissement de la capacité de sciage. Pour les feuillus, les implantations ne sont pas suffisantes, au regard des enjeux. Il y aurait en même temps à renforcer les établissements existants et à en implanter de nouveaux hautement compétitifs et employant les technologies de pointe tant en sciage qu'en valorisation.

Les Italiens ont fait partie des investisseurs dans les années 50/60. De beaux exemples de réussite subsistent tant dans le feuillu que dans le résineux. Les Chinois qui ont des besoins exponentiels de matière première pour consolider leur développement pourraient être ceux qui

9 - Audit de la filière « bois » du massif Central, rapport interministériel, Abord de Chatillon R. (CGIET), Poss Y. (CGAAER), Ribière G. (CGEDD), rapport du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt/ CGAAER n° 10160, 2011.



demain apporteront des capitaux<sup>10</sup> à la scierie nationale. Sans doute sont-ils prêts à reprendre des affaires<sup>11</sup> pour transformer sur place comme ils le font dans de nombreux domaines (viticulture, commerce, habillement, industrie...). Mais tant qu'il sera aussi facile de prélever une ressource et de l'acheminer à l'étranger, les investisseurs ne seront pas incités par la reprise ou la création d'entreprises sur place.

### L'avenir des scieries ?

L'avenir révélera l'évolution du sciage français. Il est probable que l'on assiste :

- soit au laminage de l'existant où, seule, une scierie géante par massif subsistera, à la merci des marchés de masse faiblement

La ressource forestière, l'enjeu numéro un pour l'approvisionnement des scieries.

rémunérateurs et susceptible de « valser<sup>1</sup> » vers d'autres contrées et quelques scieries artisanales de service,

- soit au maintien d'un tissu d'entreprises atomisées sur les territoires forestiers associant performance et productivité décuplées, ainsi que de l'innovation et du marketing complètement assumés et renouvelés.

À court et moyen terme, il reste à revoir, sur des bases originales, les questions clés de l'approvisionnement, de la confiance, du respect des contrats, des partages des rôles entre les différents maillons de la mobilisation. Gageons que les investissements accompagneront le retour de la confiance et surtout du dialogue plus clair entre « politiques » et responsables professionnels...

10 - L'étude du Rhodium Group citée dans le journal Marianne du 17 au 23 août 2013 montre « le boom des investissements chinois en Europe » : 2,7 milliards de dollars en 2009, 3,6 en 2010 et 9,8 en 2011. La France aurait capté 58% de ces investissements en 2011.

11 - En veillant à ce que les Chinois investissent en France pour approcher le marché européen et non pour piller les technologies, les ressources ou les brevets des PME !